



MARIE-MADELEINE CASTELLANI ET  
FIONA MCINTOSH-VARJABÉDIAN (DIR.)

## REPRÉSENTER LE POUVOIR

IMAGES DU POUVOIR DANS LA LITTÉRATURE ET LES ARTS





MARIE-MADELEINE CASTELLANI ET  
FIONA MCINTOSH-VARJABÉDIAN (DIR.)

## REPRÉSENTER LE POUVOIR

IMAGES DU POUVOIR DANS LA LITTÉRATURE ET LES ARTS



## Introduction

Marie-Madeleine CASTELLANI  
et Fiona MCINTOSH-VARJABÉDIAN<sup>1</sup>

La question des relations entre le pouvoir et sa représentation semble prendre dans les recherches contemporaines une importance capitale, si l'on en croit le grand nombre de publications consacrées très récemment à cette question, voire des expositions comme celle tenue en 2011-2012 au Musée Saint-Raymond de Toulouse, intitulée précisément « L'image et le pouvoir » et montrant l'évolution du portrait impérial sous les Antonins. On sait que des centaines de ces portraits étaient diffusées jusqu'aux extrémités de l'Empire pour donner une image unificatrice du souverain. Cet exemple montre que la question de la représentation est liée de façon essentielle à tout pouvoir, constituant à la fois un enjeu politique et un extraordinaire moyen publicitaire à la gloire des dynasties concernées.

Pourtant la nature même de la puissance et de l'autorité, qu'elles soient régaliennes, judiciaires ou financières, a évolué et on peut se demander si cette évolution, qui se manifeste par un éclatement progressif, n'a pas pour conséquence l'inutilité, voire l'impossibilité des représentations, du fait de la dilution de la notion de pouvoir, ou si au contraire ces dernières ne sont pas plus nécessaires encore à l'établissement d'une légitimité.

Afin de comprendre ce que cette notion signifie encore actuellement et de saisir dans un second temps la manière dont le pouvoir peut se représenter par des figures, c'est-à-dire par des images et des symboles, ou se donner à voir, afin d'asseoir dans les esprits sa propre puissance, partons des titres des dernières parutions sur le sujet depuis 2009 tels qu'ils sont répertoriés sur le site de la BnF. À partir de cet échantillon, nous voulons proposer une brève étude sémantique afin de nous situer dans le champ de la recherche contemporaine et de dégager les tendances qui expliquent la répartition des siècles au sein du présent ouvrage.

---

<sup>1</sup> Nous remercions ici Émilie Amand pour l'aide apportée à la relecture de ces communications.

Il est frappant de constater que, dans la recherche contemporaine, la sémantique du « pouvoir » est fortement liée à des questions de droit et d'institutions, que ce soit au sein des États ou dans les organismes transnationaux ou supranationaux : c'est le cas dans *Le Pouvoir constituant et l'Europe* dirigé par Olivier Cayla et Pasquale Pasquino (2011), ou dans *La Bolivie : histoire constitutionnelle et ambivalence du pouvoir exécutif* de Jean-René Garcia (2010). Mais bien que ces publications fassent le constat d'un pouvoir étatique au travers des institutions politiques, une tendance très forte se dégage au contraire, qui met en avant la dissolution du siège de l'autorité dans les sociétés contemporaines ou l'émiettement de l'instance exécutive organisée aujourd'hui en réseau. C'est ce qu'on peut voir dans le récent *Ville, démocratie et citoyenneté : expérience du pouvoir partagé* de Patrick Norynberg (2011), ou dans la traduction que Philippe Delamare a donnée la même année d'un ouvrage de Susan Strange daté de 1996, *Le Retrait de l'État : la dispersion du pouvoir dans l'économie mondiale*. Les diverses publications sur l'Europe ou le développement des institutions locales vont dans le même sens.

Dans cette aire où l'étude des institutions rime avec la description des modes d'organisation, le terme de pouvoir est fortement concurrencé par d'autres notions connexes dont celle de *compétences*, qui désigne le champ où peut s'exprimer l'autorité dans des sociétés décentralisées, ou de *gouvernance*, comme dans la réédition de l'ouvrage du même nom de Philippe Moreau Defarges. La même évolution se remarque dans les publications anglo-saxonnes, comme en témoigne *Parliaments and coalitions : the role of legislative institutions in multiparty governance* de Lanny W. Martin et de Georg Vanberg (2011) : la notion de pouvoir semble moins centrale là où, sous l'effet des coalitions, la gestion technique des décisions dans une optique de consensus semble de mise ; en revanche, elle continue de s'affirmer en force lorsqu'il s'agit d'identifier un centre privilégié, l'État, ainsi dans *States and Power* de Richard Lachman (2009). Une certaine tendance moderne à dissimuler, dans les mots, les rapports de force est également soulignée par Steven Vallas. Selon lui, la notion a été vidée de sa valeur conceptuelle à mesure que les approches « néo-institutionnelles » inspirées par les théories de management l'ont emporté. Le pouvoir refuse de dire son nom, non pas parce que tout type de rapport contraint et hiérarchisé aurait disparu de la société, mais parce que la vision d'un équilibre des forces dans leur contrôle réciproque, le fameux *check and balance* des Libéraux traditionnels, aurait été profondément subvertie au cours de ces dernières années<sup>2</sup>. Comme le montre Stewart R. Clegg dans un ouvrage

---

<sup>2</sup> Steven Vallas, « Part II Power, interviews with Steven Vallas, Neil Flegstein, Stewart Clegg, Jean-Claude Thoenig », *Management*, 2011/1, vol. 14.

un peu plus ancien, il s'agit, en effet, sous l'influence de la pensée néoconservatrice, de décentraliser (*favour decentralization*), de faire perdre à l'action politique son autorité (*de-authorization of action*), afin de privilégier la formation spontanée et libre de coalitions et de favoriser le marché<sup>3</sup>. Les publications ne seraient en ce sens que le symptôme d'un mouvement qui, au sein des démocraties modernes, rend les relations de hiérarchies et de force plus abstraites à mesure qu'elles deviennent plus contraignantes (Vallas pense en particulier à la finance)<sup>4</sup>.

Tout cela semble bien loin du champ de la littérature et des représentations, mais en apparence seulement, car, dans ce contexte intellectuel de décentrement de l'action politique, on comprend pourquoi la symbolisation du pouvoir, sa capacité à susciter des images et à s'auto-représenter ne semble guère une préoccupation dans des sociétés contemporaines. On peut y lire un rêve de transparence hérité de Rousseau comme le montre Patrice Canivez dans notre recueil : la souveraineté doit pouvoir s'exprimer directement sans intermédiaires. Cette aspiration à une représentation directe du citoyen a été dénoncée par Ankersmit : « soit la représentation [politique] est conforme à ce qui est représenté (auquel cas elle est superflue), soit elle ne l'est pas et dans la logique de la théorie mimétique le pouvoir représentatif est illégitime<sup>5</sup>. » À l'inverse de cette forte tendance, qui paraît occulter la force du symbole dans les systèmes de gouvernement modernes, nous pouvons noter l'existence d'un ouvrage transversal et transéculaire *Die Szene der Gewalt : Bilder, Codes und Materialitäten*. Publié en 2007 par Daniel Tyradellis et Burkhardt Wolf, il s'intéresse aux images du pouvoir, de la puissance et de la force (*Gewalt*)<sup>6</sup>, à la description des codes et des formes imaginaires liés au pouvoir, ainsi qu'à l'existence ou non d'une puissance sans médiation, sans symbole, sans image. Cet exemple fait presque figure d'exception, bien qu'on puisse également signaler l'existence d'un numéro spécial de *Raison Publique (Figures et Figurations du pouvoir politique)*<sup>7</sup>, coordonné par Sylvie Servoise) et de l'ouvrage *Le Pouvoir & les images : photographie & corps politiques*<sup>8</sup> dirigé par François Soulages (2011). La relative rareté des publications

<sup>3</sup> Stewart R. Clegg, *Modern Organizations, Organization Studies in the Postmodern World*, Londres, Newbury Park, Delhi, Sage Publications, 1990, p. 59.

<sup>4</sup> Steven Vallas, *op. cit.*

<sup>5</sup> Frank Ankersmit, *Aesthetic Politics, Political Philosophy Beyond fact and Value*, Stanford University Press, 1996, p. 49.

<sup>6</sup> L'emploi de ce terme suggère une force abusive.

<sup>7</sup> N° 10, 2010.

<sup>8</sup> On remarquera toutefois que l'ouvrage se focalise moins sur les images que le pouvoir cherche à donner de lui-même que sur les clichés et les peintures qui montrent comment le pouvoir est exercé dans les camps ou sur les prisonniers politiques.

de ce type confirme le fait que la préoccupation de figurer et de représenter l'autorité paraît davantage attachée à des régimes, souvent antérieurs à l'époque contemporaine, lorsque le centre même de cette autorité était clairement décelable<sup>9</sup>.

Assurément au premier rang des recherches sur cette question, il faut placer les études portant sur la monarchie pendant l'époque moderne. Ainsi on retiendra, en 2012, *Le Théâtre de la mort : lecture politique de l'apparat funèbre dans l'Europe du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle* par Franck Lafage, ou encore *Richelieu : l'art et le pouvoir*, dirigé par Hilliard Todd Goldfarb. La même préoccupation se lit dans *Medicea medaea : art, astres et pouvoir à la cour de Catherine de Médicis* de Luisa Capodici (2011). On peut considérer que les travaux de Guy Verron sur *François Eudes de Mézeray : histoire et pouvoir en France au XVII<sup>e</sup> siècle*, ainsi que les actes du colloque *Savoir et pouvoir au siècle des Lumières* (2011), publiés par Jan Borm, Bernard et Monique Cottret, s'inscrivent dans une perspective analogue, si l'on se souvient des efforts de la monarchie absolue pour institutionnaliser de façon comparable le domaine des lettres et des arts, de l'histoire et des sciences par la création des Académies. Enfin, la même année, ce sont les symboles du pouvoir par excellence qui ont été à l'honneur à Versailles lors d'une exposition tenue au château du 1<sup>er</sup> mars au 19 juin, exposition reprise dans un numéro spécial de *Beaux Arts* « Trônes en majesté : Château de Versailles ».

Mais la France n'est pas la seule, tant s'en faut, pendant cette période, à s'intéresser à la démonstration figurée du pouvoir monarchique et impérial, comme le montre le catalogue de l'exposition *Staging power : Napoleon, Charles John and Alexander* (30 septembre 2010-23 janvier 2011) au Nationalmuseum de Stockholm<sup>10</sup>. De la même façon, la réédition en 2010 de *Radical tragedy : religion, ideology and power in the drama of Shakespeare and his contemporaries* de Jonathan Dollimore, publié à l'origine en 1984, témoigne de la permanence d'une réflexion sur le sens politique des pièces de Shakespeare et de ses contemporains. La mise en scène du pouvoir est double, au sein des monarchies d'abord mais également dans les œuvres qui représentent elles-mêmes ces monarchies.

---

<sup>9</sup> En effet, si les articles portent sur le XX<sup>e</sup> siècle et sur la représentation du pouvoir dans le roman, pour reprendre Sylvie Servoise, « [ils] signalent tout particulièrement la capacité de l'écrivain à donner l'envers du décor » et font participer le lecteur à un processus de « démythification » (p. 266). La figuration du pouvoir est vue comme un contre-pouvoir que ce soit au théâtre ou au cinéma (p. 268).

<sup>10</sup> Outre Napoléon, l'exposition mettait à l'honneur Alexandre I<sup>er</sup>, tsar de Russie de 1777 à 1825, ainsi que Charles XIV, roi de Suède et de Norvège de 1763 à 1844.

Comme la période moderne, l'époque médiévale est particulièrement riche : il s'agit là d'un domaine de recherche déjà ancien, comme le montre par exemple l'ouvrage de Dominique Boutet sur *Charlemagne et Arthur ou le roi imaginaire* qui s'interrogeait précisément sur la figuration de la royauté en Occident, chacun de ses représentants étant lié à un genre littéraire particulier, ou des réflexions comme celle d'Yves Sassier qui, dans *Royauté et Idéologie au Moyen Âge. Bas-Empire, monde franc, France (IV<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècles)*, publié chez Armand Colin en 2002, s'appuie sur les textes théoriques médiévaux comme le *Policraticus* pour décrire la nature du pouvoir pendant toute la période qui va de la fin de l'Empire romain aux derniers siècles du Moyen Âge. La métaphore, voire l'allégorie, ont servi à cette représentation, comme le montre par exemple le succès persistant depuis la période romaine de la fable des membres et de l'estomac, qui souligne la nécessité d'une collaboration harmonieuse entre le cœur de l'État et ses différentes parties, même les plus faibles en apparence ou les plus éloignées de ce centre<sup>11</sup>. Les historiens se sont ainsi intéressés à la représentation du pouvoir, dans toutes les régions de l'Europe du temps<sup>12</sup>, tant pour les rois que pour les diverses instances du pouvoir féodal. On citera dans cette perspective l'étude intitulée *Autour des comtes de Vaudémont : lieux, symboles et images d'un pouvoir princier au Moyen Âge*, publiée en 2011 sous la direction de Gérard Giuliano, ou celle de Stéphane Morin Trégor, *Goëlo, Penthièvre : le pouvoir des comtes de Bretagne du XI<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle*<sup>13</sup>. Le Moyen Âge s'interrogeait aussi sur les limites du pouvoir, entre le temporel et le religieux, comme l'illustra le conflit entre Papauté et Empire ou encore entre le roi de France Philippe le Bel et le pape, aboutissant à l'élection d'un pape profrançais<sup>14</sup>.

Enfin, pour clore ce parcours, nous devons consacrer quelques lignes à un domaine qui, à la différence de la période moderne et médiévale, n'a pas fait l'objet d'études dans notre propre ouvrage, mais qui, nous

<sup>11</sup> Voir Laurence Harf-Lancner, « *Les Membres et l'estomac : la fable et son interprétation politique au Moyen Âge* », *Penser le pouvoir au Moyen Âge VIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles*, Études offertes à Françoise Autrand, Dominique Boutet et Jacques Verger (eds.), Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2000, p. 111-126.

<sup>12</sup> On consultera sur ces questions pour l'Espagne *La Majesté en Navarre et dans les couronnes de Castille et d'Aragon à la fin du Moyen Âge*, Jean-Pierre Barraqué, Béatrice Leroy (dir.), 2011, et pour l'Angleterre *L'Éthique du pouvoir au Moyen Âge : l'office dans la culture politique : Angleterre, vers 1150-vers 1330* de Frédérique Lachaud, 2010.

<sup>13</sup> Préface d'Yves Sassier, Presses universitaires de Rennes. [Saint-Brieuc] Société d'émulation des Côtes-d'Armor, 2010.

<sup>14</sup> On lira sur ce point l'étude récente (2010) de Gianluca Briguglia intitulée *La questione del potere : teologi e teoria politica nella disputa tra Bonifacio VIII e Filippo il Bello*.

l'avons suggéré dans les premières lignes de notre propre introduction, est essentiel pour comprendre la force politique des images et des mots : l'Antiquité, en particulier romaine. À titre d'aperçu pour la seule année 2011, on citera Timothy David Barnes qui, en s'appuyant sur des données nouvelles, s'est intéressé à l'Empereur Constantin dans un livre, *Constantine : dynasty, religion and power in the later Roman Empire*<sup>15</sup>, qui a été primé en 2011 par l'association des éditeurs américains. La même ambition de renouvellement méthodologique et de réévaluation des données se lit dans *Figures d'empire, fragments de mémoire : pouvoirs et identités dans le monde romain impérial, II<sup>e</sup> s. av. n. è.-VI<sup>e</sup> s. de n. è.* que Stéphane Benoist, Anne Daguët-Gagey et Christine Hoët-Van Cauwenberghe ont édité la même année à Villeneuve-d'Ascq. La figure de l'empereur et ses modes de commémoration y sont centraux et se combinent avec une analyse du droit et des questions religieuses, politiques et économiques, que ce soit à Rome même ou dans les Provinces. Enfin, de façon tout à fait parallèle, et toujours en 2011, John Scheid, professeur au Collège de France, a écrit, avec la collaboration de Jean-Maurice de Montremy, *Pouvoir et religion à Rome. L'ouvrage témoigne des liens entre pouvoir et religion d'Auguste à Constantin. Ces publications montrent non seulement à quel point la question du pouvoir personnel reste centrale pour comprendre l'Empire, mais suggèrent que nous sommes arrivés à une croisée du chemin, comme si les conditions contemporaines d'un pouvoir éclaté donnaient justement sens à une réévaluation des références antiques, médiévales et modernes. Scheid en particulier souligne, au lieu d'opposer la dimension collective et personnelle, combien les deux sont liés, par la religion qui vient renforcer la loi et l'imposer.*

C'est donc à la lumière de ces travaux qu'il faut peut-être comprendre le poids des représentations et de l'iconographie : l'image a indubitablement à faire avec la constitution d'un culte qui ne doit pas être assimilé de façon réductrice au seul culte de la personnalité : il s'agit plutôt de construire une légitimité, de rendre évidente la force de la loi et d'incarner l'action politique. Pour reprendre Agamben, « l'épithète hagiographique "père du peuple" qui est attribuée à chaque époque aux dirigeants investis de l'autorité souveraine acquiert [...] son sens originel et sinistre c'est-à-dire le pouvoir de vie ou de mort<sup>16</sup>. » Selon toute probabilité les symboles et les images paternelles servent également à définir la toute-puissance du chef : il en est ainsi de la couronne royale ou impériale dans les chansons de geste, portée en toute

<sup>15</sup> Chichester, West Sussex, U.K. ; Malden, MA : Wiley-Blackwell, 2011.

<sup>16</sup> Giorgio Agamben, *Homo Sacer, Sovereign Power and Real Life*, translated by Daniel Heller-Roazen, Stanford University Press, 1998, [1995 pour la version italienne], p. 88-89, nous traduisons.



circonstance par le roi, même vaincu, comme le montre Sarah Baudelle-Michels. La représentation joue également le rôle d'un miroir et comme pour le miroir des princes il s'agit à la fois de renvoyer l'image d'un pouvoir tel qu'il est, mais également tel qu'il voudrait être : c'est ce que montrent, pour le Moyen Âge, la contribution de Catherine Gaullier-Bougassas ou celle d'Emmanuelle Poulain-Gautret s'intéressant respectivement aux figures d'Alexandre et à la possibilité d'un pouvoir féminin dans la chanson de geste, ainsi que, pour la Renaissance celle d'Elsa Kammerer : si sa contribution étudie les entrées du jeune roi Charles IX, prince enfant porteur d'espoir, ce même roi est présenté, un peu plus tard, sous la posture épique du continuateur d'une lignée héroïque, gage espéré de paix, dans la communication d'Anne Carrols. Pour l'époque classique, Nicolas Correard montre en revanche toute l'ironie que peut produire l'image d'un pouvoir qui n'est après tout que celui d'hommes mortels, ce que déjà à la fin de l'Antiquité avait porté la figure de Bélisaire décrite par Anne-Sophie Barrovecchio, ou ce que met en scène le sanglant théâtre baroque de la cruauté, cherchant dans les modèles bibliques une leçon pour la modernité (Klaas Tindemans).

Ces représentations valent tant pour le domaine français que pour les autres pays européens ; il en est ainsi de l'Italie : Elena Zamagni décrit, de Machiavel à Gracian, une image mouvante, en proie aux fluctuations politiques, tandis que Marco Versiero montre Léonard construisant, à travers plusieurs symboles, la légitimité de Ludovic Le More. Le lien avec les arts, déjà présent dans la réflexion médiévale, qui inscrit dans des *ekphraseis* le pouvoir des rois sur le monde (Marie-Madeleine Castellani), est l'un des points essentiels de la représentation du prince. Celui-ci est présenté inlassablement comme un mécène, protecteur des Arts, tant à la Renaissance (Bruno Petey-Girard) qu'à l'époque classique, comme le montre Adriana Bontea qui rend compte de l'activité de Perrault à la cour du roi Soleil et de l'importance que revêtait l'invention des devises. Les arts se répondent dans la mise en scène de la gloire princière, ainsi le jardin doit-il être également rangé parmi les manifestations artistiques dont la grammaire et la sémiotique spécifiques illustrent également des rêves de puissance, comme on le voit dans la communication de Laurent Paya.

Ce rôle du prince perdure donc, même si la relation entre Molière et Louis XIV peut être relue de façon distanciée et ironique comme repoussoir à celle unissant Boulgakov à Staline dans la contribution de Tatiana Sokolnikova. Le passé mis en scène sert ainsi de miroir au présent : on peut le constater aussi bien dans l'analyse de *La Bataille d'Arminius* de Christian Dietrich Grabbe par Sientje Maes ou dans celle de Louis XIV dans les romans de Dumas père, chez Florence Botello, ou au théâtre dans le regard porté sur les rois en exil (Monique Dubar).

Ce passé est enfin appelé à renouer avec le présent dans l'évergétisme grec contemporain : les acteurs de la Grèce contemporaine cherchent à y exprimer les valeurs de l'Antiquité au travers de leurs collections et activités muséales (Christina Ntaflou), ou dans le mécénat des instances européennes dont Idalina Conde analyse de façon sociologique les buts et les manifestations.

Mais la question du pouvoir est aussi philosophique et en tant que telle elle nourrit la pensée de Rousseau, lue par Patrice Canivez et avant lui celle d'un Sebastien Brandt posant la figure équilibrée de Maximilien face aux vertiges d'un pouvoir analysé par Anne-Laure Metzger-Rambach. Cependant, on doit souligner qu'il ne s'agit nullement d'une nouveauté : en effet, ces préoccupations étaient déjà présentes dans l'Angleterre du XVII<sup>e</sup> siècle, comme le montrent la théorisation absolutiste sous le roi Jacques (Gilles Bertheau) ou encore le contre-discours développé un siècle plus tard par Catharine Macaulay, inspiratrice de la pensée radicale anglo-saxonne (Fiona McIntosh-Varjabédian). Une radicalisation se décèle également sous la plume d'un Blanqui, à la fois homme politique et théoricien réfléchissant sur la Révolution et l'Empire (Patrick H. Hutton). Cependant, cette radicalisation théorique va se heurter aux politiques de conquête coloniale : comme le montre Yves Clavaron, le pouvoir occidental s'y perpétue à l'identique, en construisant des villes, reflet de celles de la métropole, détachées de l'histoire et des conditions géographiques locales, fidèlement décrites par la production romanesque contemporaine.

À travers les différentes contributions présentées dans cet ouvrage, on peut constater combien non seulement la question de la représentation du pouvoir constitue un point d'ancrage de la réflexion théorique dans le domaine de la philosophie de l'histoire, mais combien surtout elle est présente dans la littérature et les arts, qui rendent constamment témoignage de l'évolution de la conception du pouvoir, voire en sont les acteurs directs et privilégiés.